

**PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**Arrêté préfectoral n°2019-1937 du 18 juillet 2019  
de mise en demeure à l'encontre de la société PLACOPLATRE**

**Le préfet de la Seine-Saint-Denis**

VU le code de l'environnement, notamment son Livre V parties réglementaire et législative, et en particulier son article L. 171-8,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU l'arrêté préfectoral n° 74-1507 du 14 octobre 1974 autorisant l'exploitation d'une carrière sur les terrains non boisés compris dans la partie du périmètre situé au Nord du CD 129 et à l'Est du chemin de Coubron à Vaujours,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-5015 du 19 décembre 2006 concernant la remise en état d'une exploitation de gypse sur le lieu dénommé « Aiguisy » sur les communes de Coubron et de Vaujours par la société PLACOPLATRE sise 288, route de Meaux à Vaujours,

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement référencé E19-1139 du 29 mai 2019 et les propositions de l'inspection au préfet de la Seine-Saint-Denis,

VU les éléments de réponse transmis par courrier du 25 juin 2019 par la société PLACOPLATRE dans le cadre de la procédure contradictoire à la mise en demeure,

CONSIDERANT que le remblaiement total de la fosse d'Aiguisy n'a pas été réalisé suivant le plan de remise en état contenu dans le dossier de demande d'autorisation du 6 juin 2005 de cessation d'activité et de remise en état,

CONSIDERANT que l'article III-7 « remise en état du site » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-5015 du 19 décembre 2006 susmentionné n'est pas respecté,

CONSIDERANT le glissement de terrain qui s'est produit au cours de l'hiver 2017 – 2018,

CONSIDERANT que les fronts de la fosse ne sont pas sécurisés par ce remblai total et la mise en sécurité réalisée en 2009 semblant inefficace, d'autres glissements de terrain pourraient se produire et impacter la RD 129,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'engager au plus vite les mesures nécessaires pour sécuriser la fosse d'Aiguisy afin d'assurer la sécurité du personnel et prévenir tout accident à l'extérieur du site,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> : REMISE EN ÉTAT DE LA FOSSE D'AIGUISY

La Société Anonyme PLACOPLATRE, dont le siège social est situé au 34 avenue Franklin Roosevelt, 92150 SURESNES, est mise en demeure de régulariser la situation de la fosse d'Aiguisy, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

- soit, en respectant, dans un **délai maximal de 18 mois**, les dispositions de l'article III-7 de l'arrêté préfectoral n° 06-5015 du 19 décembre 2006 susmentionné imposant le remblaiement total de la fosse ;
- soit en déposant, dans un **délai maximal de 3 mois**, un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation du gisement de gypse situé sous le fort de Vaujours, en intégrant, dans le phasage d'exploitation, la remise en état de la fosse d'Aiguisy.

### ARTICLE 2 : STABILITÉ DE LA FOSSE D'AIGUISY

La société PLACOPLATRE fournit, **dans un délai de 3 mois**, une étude géotechnique portant sur la stabilité de la fosse d'Aiguisy.

Cette étude précisera notamment :

- la stabilité de la fosse à une échéance supérieure à 3 ans ;
- la date à laquelle les conditions de stabilité ne pourront plus être assurées.

Elle précise également les conditions nécessaires au maintien de la stabilité de la fosse d'Aiguisy durant l'instruction de la demande d'autorisation environnementale susmentionnée, cette dernière pouvant durer plusieurs années.

À cet égard, l'exploitant doit mettre en place toutes les mesures nécessaires pour assurer le maintien de la stabilité de la fosse d'Aiguisy qui pourraient ressortir notamment des conclusions de l'étude technique susmentionnée.

En cas de refus ou de rejet de la demande d'autorisation environnementale, la société PLACOPLATRE devra réaliser le réaménagement de la fosse d'Aiguisy, **dans un délai maximal de 18 mois** à compter de la date de ce refus ou de ce rejet.

### ARTICLE 3 :

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

#### **ARTICLE 4 :**

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : INFORMATIONS DES TIERS**

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

#### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture,

Le Maire de VAUJOURS,

Le Maire de COUBRON,

Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,

Le Chef de l'unité territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société PLACOPLATRE, sous pli recommandé avec avis de réception, et qui sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

  
Georges-François LECLERC

#### **DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :**

La société PLACOPLATRE,

Le Sous-Préfet de RAINCY,

Le Maire de VAULOURS,

Le Maire de COUBRON

Le Préfet de Seine-Saint-Denis

Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,

Le Directeur Départemental des Territoires,

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,

Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à BOBIGNY,

Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.